

LFR 2026 : QUELS EFFETS SUR LE POUVOIR D'ACHAT, L'INVESTISSEMENT ET L'ACTIVITÉ PRODUCTIVE ?

*Une simulation macroéconomique et sectorielle à partir de la Matrice de Comptabilité Sociale
du Sénégal*

EN BREF : L'étude évalue comment les révisions budgétaires du PLFR 2026 affectent l'économie sénégalaise, par comparaison avec la loi de finances initiale. Un modèle input-output calibré sur la Matrice de Comptabilité Sociale 2022 simule quatre scénarios de choc énergétique, de subventions et de baisse de l'investissement public. Face à un choc de 20 % sur les prix des carburants importés, la subvention énergétique portée à **790,3 milliards de FCFA** dans le PLFR 2026 protège le pouvoir d'achat réel des ménages à hauteur de 91 % et évite à environ **141 000 personnes de basculer dans la pauvreté**. Mais la coupe simultanée de **555 milliards d'investissement public** comprime la valeur ajoutée de **158,9 milliards** et frappe dix branches productives. Ces deux résultats viennent du même modèle, de la même équation. Ils décrivent le même arbitrage.

1. Contexte et objectif

Le PLFR 2026 a changé presque toutes les hypothèses du budget voté en janvier. La croissance passe de 5,0 % à 2,7 %. Les recettes attendues du Plan de redressement économique et social tombent de 762,9 à 311,5 milliards. Les subventions à l'énergie sont multipliées par trois, de 250 à 790,3 milliards. Et l'investissement public est coupé de 555 milliards.

Ces révisions posent deux questions que les données seules ne permettent pas de trancher. **La subvention énergétique protège-t-elle vraiment les ménages, et dans quelle mesure ? Et la coupe d'investissement, qui paraît comptablement indolore, coûte-t-elle quelque chose à l'économie réelle ?**

Pour y répondre, nous avons simulé quatre scénarios à partir d'un modèle input-output calibré sur la Matrice de Comptabilité Sociale du Sénégal 2022. Ce type de modèle suit le chemin que parcourt chaque franc dépensé ou retiré dans l'économie c'est-à-dire qui le reçoit, qui le dépense, dans quelle branche il génère de l'activité. C'est un outil standard de l'analyse économique

appliquée, utilisé par les banques centrales, les organismes internationaux et les ministères des finances pour simuler les effets des politiques budgétaires avant de les décider.

2. Méthodologie et cadre de simulation

L'économie sénégalaise est décomposée en 26 branches productives. Chaque branche achète à d'autres branches pour produire. Quand le prix du carburant importé augmente, le coût de production de la pêche monte, puis celui du transport, puis celui de l'alimentation. Le modèle trace ces transmissions en cascade, jusqu'à leur effet sur le panier de consommation des ménages.

La subvention énergétique est introduite comme un allègement du coût du raffinage et de l'électricité-gaz. La coupe d'investissement est répartie selon le panier d'investissement observé dans la MCS, c'est-à-dire proportionnellement à ce que l'investissement public achète à chaque branche. Les quatre scénarios comparent le même choc de base, une hausse de 20 % du prix importé des produits raffinés, avec des niveaux croissants d'intervention budgétaire.

Quatre scénarios sont simulés :

- ✓ **(S1) :** *Choc sans soutien supplémentaire : Le contrefactuel, ce qui se serait passé sans budget.*
- ✓ **(S2) :** *Choc + subvention de 250 milliards inscrite dans la LFI.*
- ✓ **(S3) :** *Choc + subvention révisée à 790,3 milliards dans le PLFR : Le scénario de référence PLFR.*
- ✓ **(S4) :** *Scénario S3 + coupe de 555 milliards d'investissement : Le PLFR dans sa version complète.*

La variation du PIB réel est approchée par celle de la valeur ajoutée totale. Les scénarios maintiennent les options fiscales du PRES communes, faute de correspondance entre recettes fiscales, assiettes et agents dans la MCS.

3. Résultats macroéconomiques

Tableau 1. Résultats macroéconomiques simulés.

Scénario	Δ VA réelle (Mds)	Δ Conso. ménages (Mds)	Δ Importations (Mds)	Δ VA / base
S1. Choc sans subvention	-84,3	-131,9	-47,2	-0,54 %
S2. Choc + subvention LFI	-60,1	-94,0	-33,6	-0,39 %
S3. Choc + subvention PLFR	-7,7	-12,0	-4,3	-0,05 %

S4. S3 + baisse investissement	-158,9	-12,0	-229,3	-1,02 %
--------------------------------	--------	-------	--------	---------

Source : simulations GAC sur MCS Sénégal 2022.

Note : variations par rapport à la référence MCS, en milliards de FCFA aux prix de 2014. Les importations sont des volumes aux prix de base¹. Le PIB est approché par la somme des valeurs ajoutées des branches retenues. Les scénarios LFI et PLFR incluent le facteur de conversion vers la base MCS

Variable macroéconomique	Traitement dans le modèle
Investissement privé	Non estimé séparément. Le compte d'investissement de la MCS regroupe les composantes. Dans le scénario PLFR complet, la demande totale d'investissement baisse de 378,1 Md FCFA à l'échelle MCS.
Exportations	Maintenues exogènes : variation nulle par hypothèse, faute de choc de demande externe.

Lecture agrégée

Sans aucun soutien (S1), le choc réduit la consommation réelle des ménages de **131,9 milliards** et la richesse produite de **84,3 milliards**. Ce sont les effets d'un choc pétrolier transmis à toute l'économie par les prix intermédiaires. Avec la subvention de la LFI à 250 milliards (S2), ces pertes tombent à 94 et 60 milliards. Avec la subvention du PLFR à 790,3 milliards (S3), elles deviennent quasi marginales c'est-à-dire 12 milliards sur la consommation et moins de 8 milliards sur la valeur ajoutée. **La subvention du PLFR absorbe 91 % du choc sur la consommation.**

Le scénario complet S4, qui intègre la coupe d'investissement, change radicalement la lecture. La perte de valeur ajoutée passe de 7,7 à 158,9 milliards. En un seul ajout, la baisse d'investissement efface le gain de la subvention et le dépasse largement. C'est l'effet multiplicateur qui joue à la baisse c'est-à-dire chaque franc retiré de l'investissement public retire plusieurs francs d'activité aux entreprises qui lui fournissent des biens et des services.

Ce que cela représente pour chaque ménage

Les agrégats en milliards sont des ordres de grandeur macroéconomiques. Pour les rendre concrets, nous les avons rapportés à une base de 2 millions de ménages urbains et périurbains,

¹ Ce calcul de répartition est établi par l'auteur à titre pédagogique, sur la base d'une estimation à 2 millions de ménages urbains et périurbains couverts par la dynamique de consommation simulée dans la MCS 2022. Il ne constitue pas un résultat direct du modèle input-output.

conformément aux données projetées du recensement ANSD/RGPHAE 2023. Cette conversion est un exercice illustratif, non une estimation individuelle.

Sans soutien, la perte de consommation réelle équivaut à **65 900 FCFA par ménage**. Pour une famille qui vit du petit commerce, de l'agriculture ou d'un salaire modeste, c'est l'équivalent de plusieurs mois de dépenses alimentaires.

Avec la subvention du PLFR, cette perte tombe à **6 000 FCFA par ménage**. L'écart entre les deux configurations représente **59 900 FCFA de pouvoir d'achat réel préservé par ménage** dans la simulation. Soit dix fois la perte résiduelle.

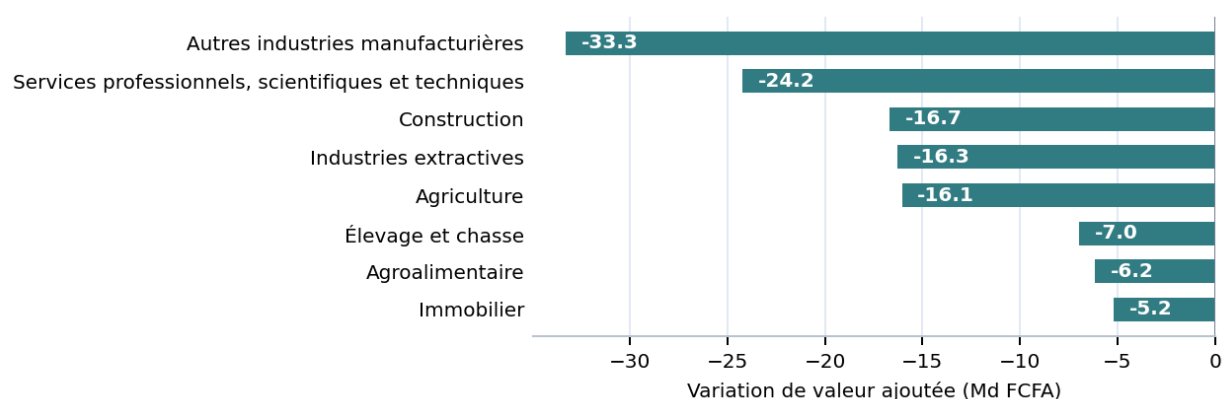
Cependant, ce résultat ne signifie pas que chaque ménage reçoit directement ce montant, ni que le bénéfice est réparti de façon identique entre tous. Il mesure l'effet agrégé de la subvention sur la consommation de l'ensemble des ménages modélisés. Un ciblage plus fin permettrait de voir comment ce bénéfice se distribue selon le niveau de vie et la localisation.

4. Analyse sectorielle : Quels secteurs sont frappés et pourquoi

Effets sur la valeur ajoutée par branche

Le graphique suivant décompose les contributions sectorielles à la baisse de valeur ajoutée dans le scénario complet (S4). Les pertes sont concentrées dans les secteurs les plus reliés au panier d'investissement et à la demande intermédiaire.

Figure 1 : Contributions sectorielles à la baisse de valeur ajoutée dans le scénario PLFR combiné (S4), en milliards de FCFA.



Source : simulations GAC sur MCS Sénégal 2022.

Les pertes ne sont pas distribuées uniformément. Cinq secteurs concentrent plus des deux tiers de la contraction totale.

Les industries manufacturières perdent 33,3 milliards, soit 3,34 % de leur valeur ajoutée. Ce sont les usines, les ateliers, les unités de transformation qui achètent des biens d'équipement financés par l'État. Les services professionnels et techniques perdent 24,2 milliards (-3,38 %), ce sont les bureaux d'études, les ingénieurs, les consultants qui travaillent sur les projets publics. La construction perd 16,7 milliards (-4,74 %), les industries extractives 16,3 milliards et l'agriculture 16,1 milliards.

Ce qui est frappant dans ces résultats, c'est que le canal dominant n'est pas l'énergie. Pour presque toutes ces branches, la colonne « **investissement** » est dix à vingt fois plus grande que la colonne « **énergie et demande** ». C'est la coupe d'investissement qui fait le dégât, pas le choc pétrolier.

Tableau 2 : Contributions par branche à la baisse de valeur ajoutée (Scénario S4, en milliards de FCFA aux prix de 2014)

Branche	Énergie et demande	Investissement	Effet total	Effet / VA branche
Agriculture	-1,81	-14,25	-16,06	-0,88 %
Élevage et chasse	-0,77	-6,20	-6,97	-0,94 %
Sylviculture	-0,08	-0,37	-0,46	-0,64 %
Pêche et aquaculture	-0,19	-0,38	-0,57	-0,31 %
Industries extractives	-0,08	-16,20	-16,29	-1,89 %
Agroalimentaire	-1,33	-4,85	-6,18	-0,52 %
Raffinage et cokéfaction	-0,03	-2,01	-2,04	-2,16 %
Produits chimiques	-0,07	-4,90	-4,98	-1,52 %
Matériaux de construction	-0,01	-3,83	-3,84	-4,99 %
Autres industries manufacturières	-0,43	-32,87	-33,31	-3,34 %
Électricité et gaz	-0,11	-2,06	-2,18	-0,92 %
Eau et assainissement	-0,09	-0,55	-0,64	-0,48 %
Construction	-0,00	-16,70	-16,70	-4,74 %
Commerce	-0,10	-4,11	-4,21	-0,19 %
Transport	-0,16	-2,65	-2,81	-0,51 %

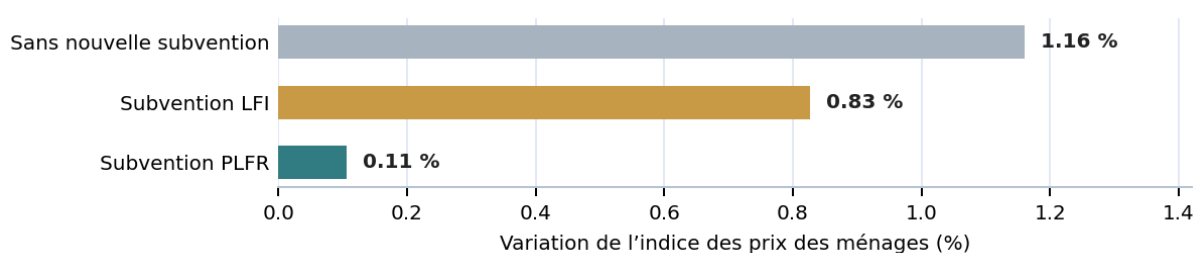
Hébergement et restauration	-0,12	-0,23	-0,36	-0,23 %
Information et communication	-0,43	-3,93	-4,36	-0,83 %
Finance et assurance	-0,22	-2,76	-2,99	-0,72 %
Immobilier	-0,97	-4,24	-5,21	-0,44 %
Services professionnels et techniques	-0,06	-24,18	-24,24	-3,38 %
Services de soutien et administratifs	-0,17	-2,78	-2,94	-1,05 %
Administration publique	-0,01	-0,16	-0,17	-0,02 %
Enseignement	-0,11	-0,23	-0,34	-0,04 %
Santé et action sociale	-0,10	-0,02	-0,12	-0,04 %
Arts, culture et loisirs	-0,03	-0,59	-0,63	-0,94 %
Autres services	-0,16	-0,12	-0,28	-0,18 %

Source : simulations GAC sur MCS Sénégal 2022.

5. Ce qui se passe sur les prix et les importations

Prix à la consommation

Figure 2 : Variation simulée de l'indice des prix des ménages selon le niveau de subvention.



Source : simulations GAC sur MCS Sénégal 2022.

Sans soutien, le choc pétrolier se répercute sur les prix à la consommation à hauteur de +1,16 %. Avec la subvention de la LFI, il tombe à +0,83 %. Avec la subvention du PLFR, il ne dépasse pas +0,11 %. La différence entre les trois scénarios traduit exactement l'effet de la subvention comme bouclier inflationniste.

Mais ce résultat agrégé cache des situations contrastées selon les produits. Le prix de la pêche augmente de +1,94 % parce que le secteur consomme beaucoup de carburant. Le transport prend +1,65 %, ce qui alourdit le coût de tout ce qui se déplace. Les produits agroalimentaires montent

de +0,34 % et les produits agricoles de +0,08 %, ces deux postes représentent 48 % du panier moyen des ménages, donc l'impact sur le budget des familles modestes est réel même s'il est faible en pourcentage.

Tableau 3 : Variation simulée de l'indice des prix par produit et service, scénario PLFR (S3).

Produit ou service	Variation simulée du prix	Poids dans la dépense des ménages
Pêche et aquaculture	+1,94 %	1,5 %
Transport	+1,65 %	2,9 %
Construction	+1,47 %	0,0 %
Matériaux de construction	+1,05 %	0,1 %
Produits agroalimentaires	+0,34 %	34,8 %
Produits agricoles	+0,08 %	13,2 %
Raffinage et cokéfaction	-0,43 %	1,6 %
Électricité et gaz	-7,19 %	2,3 %

Source : simulations GAC sur MCS Sénégal 2022.

Consommation, investissement et commerce extérieur

La consommation réelle des ménages suit le mouvement des prix dans cette fermeture du modèle : -131,9 milliards sans subvention supplémentaire, -94,0 milliards avec la LFI et -12,0 milliards avec la subvention du PLFR. La baisse d'investissement n'entraîne pas de réduction additionnelle de la consommation dans le modèle, car les revenus factoriels ne sont pas recalculés dynamiquement.

Les importations reculent avec la demande dans tous les scénarios. Mais dans le scénario complet S4, elles chutent de 229,3 milliards, soit 2,3 % des importations de référence. Ce résultat illustre un trait structurel de l'économie sénégalaise, quand l'investissement public ralentit, les achats de biens d'équipement à l'extérieur ralentissent avec lui, parce que l'essentiel de ce panier est importé. L'économie se replie sur elle-même, non par choix mais par contraction de la demande.

Le modèle ne distingue pas l'investissement privé de l'investissement public dans le compte d'accumulation. La réduction de 555 milliards prévue au PLFR est appliquée au panier total d'investissement de la MCS, soit une baisse convertie d'environ 378 milliards sur la base du modèle. Les exportations sont maintenues exogènes, aucun choc de demande étrangère n'étant appliqué.

En somme, la simulation met en évidence un arbitrage entre la protection du pouvoir d'achat à court terme et la préservation de la capacité productive à moyen terme. La hausse de la subvention énergétique de 250 à 790,3 milliards de FCFA atténue fortement, dans le modèle, la perte de consommation réelle associée au choc énergétique c'est-à-dire la contraction simulée passe de 131,9 milliards de FCFA sans soutien supplémentaire à 12,0 milliards avec la subvention du PLFR. Mais l'intégration de la baisse de l'investissement conduit à une contraction estimée de 158,9 milliards de FCFA de la valeur ajoutée, soit 1,02 % de la base de référence. Le résultat souligne ainsi que l'efficacité de l'amortissement conjoncturel dépend aussi de la capacité à préserver les dépenses d'investissement présentant les plus forts effets d'entraînement sur l'économie.

La répartition sectorielle confirme qu'une réduction uniforme des investissements peut affecter des chaînes productives entières, des industries extractives à l'agriculture en passant par les industries manufacturières. L'enjeu est donc moins de savoir si les subventions énergétiques sont justifiées, elles le sont dans ce contexte de choc externe, que de savoir comment préserver simultanément la capacité d'investissement des secteurs qui alimentent la croissance future.

5. l'impact sur la pauvreté

En utilisant les données de l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM 2021/22), nous avons estimé combien de Sénégalais auraient basculé dans la pauvreté selon chaque scénario. La méthode consiste à appliquer les hausses de prix simulées aux budgets de consommation réels des ménages enquêtés et à mesurer combien passent en dessous du seuil de pauvreté.

Sans aucun soutien supplémentaire, environ **150 000 personnes** supplémentaires tomberaient dans la pauvreté dans la simulation, et le taux national de pauvreté progresserait de 0,86 point, de 37,50 % à 38,36 %.

Avec la subvention de la LFI à 250 milliards, ce nombre tombe à **106 000 personnes**.

Avec la subvention du PLFR à 790,3 milliards, il tombe à **moins de 9 000 personnes**. Le taux de pauvreté ne progresse que de +0,05 point. Le PLFR évite ainsi **141 000 basculements simulés dans la pauvreté**, soit 94 % de la hausse qui se serait produite sans intervention.

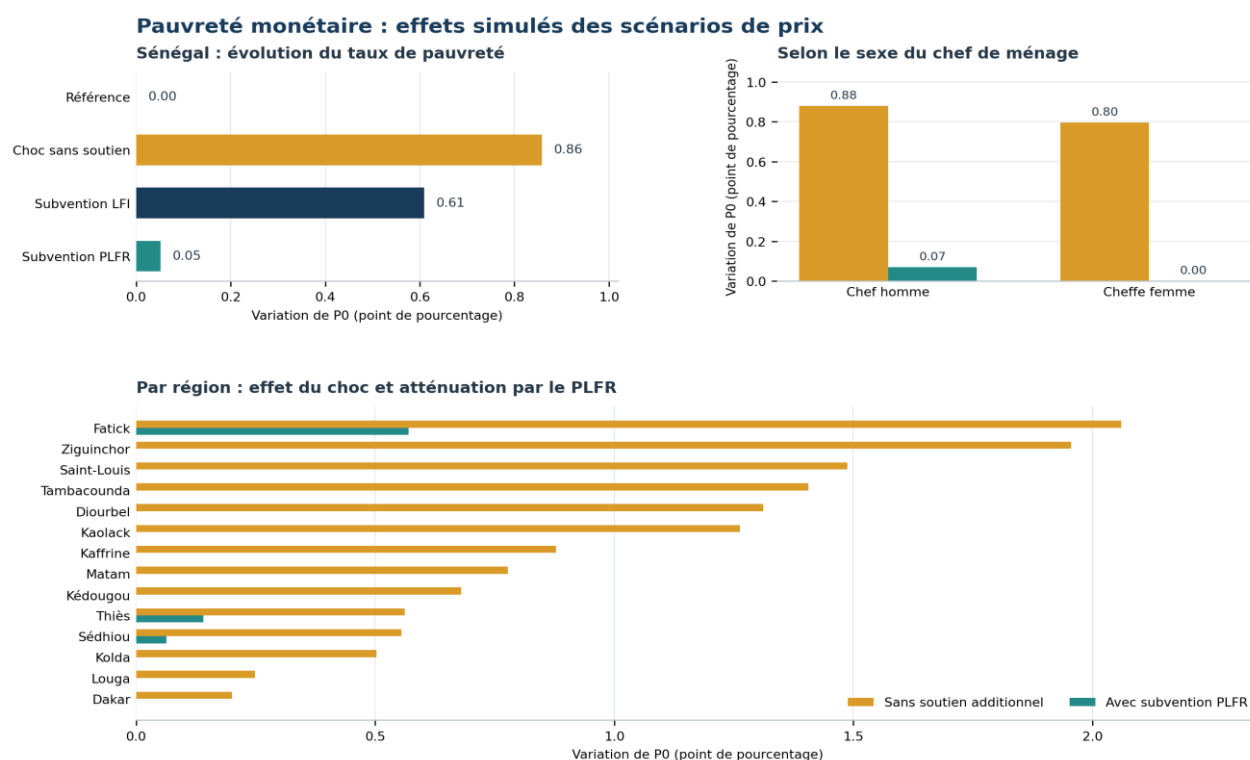


Figure 3. Variation simulée du taux de pauvreté (P0) par rapport à la référence EHCVM.

Note : P0 est le taux de pauvreté ; les écarts sont exprimés en points de pourcentage. La ventilation par sexe porte sur le sexe du chef de ménage.

Tableau 4 : impacts sur la pauvreté simulés à partir de l'EHCVM 2021/22

Scénario	P0, pauvreté (%)	Δ P0 (points)	P1, écart de pauvreté (%)	P2, sévérité (%)	Nouveaux pauvres simulés
Référence EHCVM	37,50	—	10,20	3,98	—
Choc sans subvention additionnelle	38,36	+0,86	10,52	4,13	149 970
Choc avec subvention LFI	38,11	+0,61	10,43	4,09	106 434
Choc avec subvention PLFR	37,55	+0,05	10,23	3,99	8 945

Les régions et les ménages les plus exposés

Les effets ne sont pas identiques partout. Sans subvention additionnelle, la hausse du taux de pauvreté est la plus forte à Fatick (+2,06 points), Ziguinchor (+1,96), Saint-Louis (+1,49) et Tambacounda (+1,41). Ce sont les régions où les ménages sont les plus proches du seuil de pauvreté, et donc les plus vulnérables à une variation de prix même faible.

Avec la subvention du PLFR, les hausses sont fortement atténuées : +0,57 point à Fatick, +0,14 à Thiès, +0,06 à Sédhiou, et quasi nulle ailleurs. Ces écarts ne viennent pas de prix régionaux différents mais de la structure des ménages autour du seuil. C'est précisément là que le ciblage géographique pourrait rendre la subvention encore plus efficace.

Selon le sexe du chef de ménage, le choc sans subvention augmente le taux de pauvreté de +0,88 point dans les ménages dirigés par un homme et de +0,80 point dans ceux dirigés par une femme. Avec le PLFR, ces hausses tombent respectivement à +0,07 et quasi zéro. Ces résultats portent sur les personnes vivant dans ces ménages, pas sur la pauvreté des femmes et des hommes pris séparément.

La simulation suggère que l'ajustement du PLFR protège le pouvoir d'achat et limite fortement les basculements dans la pauvreté, les nouveaux pauvres estimés passent d'environ 150 000 sans soutien additionnel à 9 000 avec la subvention du PLFR.

L'arbitrage que le PLFR révèle :

Mis côte à côte, les résultats de cette simulation dessinent un arbitrage que les chiffres du budget ne rendent pas visible. La hausse de la subvention de 250 à 790,3 milliards protège le pouvoir d'achat, atténue l'inflation, et évite à 141 000 personnes de tomber dans la pauvreté. Ce résultat est réel, il est chiffré, et il justifie économiquement la décision.

Mais l'investissement coupé de 555 milliards comprime la valeur ajoutée de 158,9 milliards et frappe les industries manufacturières, la construction et les services professionnels, qui sont exactement les secteurs qui emploient les diplômés, sous-traitent auprès des PME et entretiennent les infrastructures économiques du pays. Ce coût-là n'apparaît pas dans le tableau du déficit. Il apparaît dans les carnets de commande vides, les chantiers arrêtés et les contrats non renouvelés.

La simulation ne dit pas lequel de ces deux effets est plus important. Elle dit qu'ils coexistent et que l'un ne peut pas être compris sans l'autre.

6. Les Recommandations

Protéger les investissements à fort effet d'entraînement :

Avant toute coupe ou report, classer les dépenses selon leur contenu local, leurs liaisons avec les fournisseurs sénégalais, leur degré d'exécution et leur contribution aux services essentiels. Les simulations montrent que les autres industries manufacturières, les services professionnels et la construction concentrent les plus fortes pertes de valeur ajoutée. Une réduction uniforme de l'investissement peut ainsi affecter des chaînes productives fortement interconnectées, la

hiérarchisation des projets selon leurs effets d'entraînement apparaît dès lors comme un levier essentiel dans le cadre du modèle étudié.

Mieux cibler l'amortissement énergétique :

Suivre séparément le coût budgétaire, les prix effectivement payés et les ménages ou secteurs bénéficiaires. Comparer les subventions généralisées à des transferts ciblés vers les ménages vulnérables, les transports collectifs et les activités productives exposées. La désagrégation des ménages dans une prochaine version du modèle permettra de simuler les retombées de chaque option de ciblage.

Rendre les révisions de recettes opérationnelles :

Associer chaque recette attendue du PRES à une assiette identifiée, un calendrier d'exécution et un indicateur de recouvrement mesurable. Cela faciliterait l'actualisation des projections en cours d'année et éviterait des révisions de 59 % comme celle observée sur ce plan.

Approfondir l'analyse pour les prochaines décisions :

Distinguer investissement public et investissement privé, intégrer une règle de réponse de l'investissement privé, désagréger les ménages par quintile de revenu et rendre les exportations sensibles à la demande externe. Ces améliorations rendront le modèle apte à simuler des ciblage alternatifs et à produire des prévisions macroéconomiques consolidées.

Portée et limites

Les résultats sont des simulations statiques indicatives, calculées avec des coefficients techniques fixes et sans substitution entre intrants ou produits. Les recettes du PRES et le financement du déficit ne sont pas modélisés faute d'une correspondance suffisamment détaillée dans la MCS. Les transferts courants révisés à la hausse de 499,3 milliards de FCFA ne sont pas additionnés au scénario PLFR, leur éventuel chevauchement avec le soutien énergétique devant être vérifié. Ces limites sont inhérentes au cadre statique du modèle de Leontief et seront levées progressivement avec les extensions annoncées.

Sources

Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, Matrice de Comptabilité Sociale du Sénégal 2022, base prix 2014, en millions de FCFA.

Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, Projet de loi de finances rectificative 2026, exposé des motifs et tableaux budgétaires, déposé à l'Assemblée nationale le 18 septembre 2026.

Leontief, W. (1986). Input-Output Economics. Oxford University Press. Fondement méthodologique du multiplicateur de production utilisé dans la simulation.